



**ASSEMBLEE DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER**

**UNION EUROPEENNE : LES NOUVELLES DE LA SEMAINE**

**Jean Pierre VILLAESCUSA**

**Président de la Commission de l'UE**



**Une semaine d'actualité**

**En difficulté, dans votre propre pays ou ailleurs le 112 est le numéro unique d'appel**

**Présidence irlandaise** Le site <http://www.eu2013.ie/fr/>

**Angela Merkel est maintenant opposée à l'accroissement des pouvoirs de la Commission**

*Oui à davantage de coopération en matière économique, mais sans confier de nouvelles compétences à l'exécutif européen.*

**Une attaque soutenue par Paris** qui pourrait affaiblir le contrôle démocratique des institutions européennes, en passe de devenir alors une simple communauté d'intérêts pour les gouvernements nationaux

**La zone euro s'agrandit. La Lettonie** devrait devenir en 2014 le 18<sup>e</sup> membre de l'Eurozone, et rejoindre notamment son voisin estonien, rentré en 2011. Mais encore, **un sommet UE/Russie** sous haute tension, **l'Europe qui s'inquiète** de la répression des manifestations anti-gouvernementales en **Turquie et le FMI qui reconnaît des « échecs flagrants » dans la gestion de la crise grecque.**

*Selon le Fonds, ces "échecs" sont imputables au fonctionnement même de la troïka. La Commission pour sa part, offusquée, refuse d'être mise à l'amende*

**UE Chine. Bruxelles ne veut pas suivre Berlin** et le bras de fer est lancé. La Commission européenne a instauré des droits d'entrée sur le solaire chinois.

**Pékin réagit.** Haro sur le vin français. et sur les grosses cylindrées allemandes

**JPV**

**INSTITUTIONS**

**France Allemagne**

**Angela Merkel s'oppose à un élargissement des prérogatives de Bruxelles**

La chancelière allemande se dit contre une Commission européenne aux compétences élargies, et préconise au contraire un renforcement de la coordination des politiques des Etats membres **Der Spiegel** .

**JEAN PIERRE VILLAESCUSA . E. mail : [jp.villaescusa@assemblee-afe.fr](mailto:jp.villaescusa@assemblee-afe.fr)**

**Tel + fax : 00 43 1 879 65 29**

26.02.2014

La chancelière affirme au contraire qu'elle défend avec le président français François Hollande **l'idée d'une meilleure coordination entre Etats**, notamment dans le domaine économique.

M<sup>me</sup> Merkel juge **également la coordination économique entre Etats membres "trop faible"**, estimant qu'elle doit "être renforcée". D'après la chancelière allemande, **cela ne veut pas dire qu'il faille transférer "plus de compétences à Bruxelles"**.

Elle se dit par ailleurs **"réservée" à l'idée d'une élection du président de la Commission européenne au suffrage universel direct.**

"Un président de la Commission qui serait élu directement par le peuple devrait **se voir conférer des pouvoirs bien différents** de ce qui est le cas actuellement", avertit la chancelière.

En 2012, elle s'était déclarée favorable à un transfert de souveraineté vers Bruxelles, mais **le contexte européen et dans les Etats l'ont amené à revoir sa copie**

**La chancelière accepte un smic européen... mais à ses conditions**

François Hollande avait insisté de nouveau au sujet du salaire minimum européen lors de sa conférence de presse du 16 mai dernier. Lors de sa visite à Paris jeudi, Angela Merkel a fini par accepter... mais à ses conditions.

**Pour en savoir plus** Pour accepter la proposition française, elle a exigé que les États aient **le choix entre législation et conventions collectives.**

Une formule qui retenue dans le document qui sera présenté au Conseil européen lors de sa réunion de juin

En pleine campagne électorale outre-Rhin, la chancelière allemande a opté pour la défense du concept de **salaire minimum négocié par branche** pour contrer la proposition de son adversaire social-démocrate **Peer Steinbrück** qui cherche séduire son électorat avec un revenu minimum généralisé. Idée à laquelle la chancelière est diamétralement opposée. En avril dernier, elle était même allée jusqu'à déclarer que le smic était **responsable de la montée du chômage en Europe.**

**Londres appelle Berlin à soutenir son projet de réforme de l'UE**

Le chef de la diplomatie britannique, William Hague, a plaidé vendredi **pour que la Grande-Bretagne et l'Allemagne œuvrent de concert à la réforme de l'Union européenne**, tout en expliquant à Berlin comment s'y prendre.

**Pour en savoir plus** William Hague s'est efforcé de **convaincre l'Allemagne** - dont le projet européen est aux antipodes de celui de Londres - du bien-fondé de l'approche britannique.

**Le grand défi des prochaines années pour la diplomatie britannique et allemande sera de trouver le juste équilibre entre l'intégration européenne, pour ceux qui en ont besoin, et la flexibilité quand cela s'avère meilleur pour nos économies et nos démocraties."**

26.02.2014

- William Hague a plaidé **pour que les parlements nationaux aient le droit de s'opposer aux réglementations européennes** s'ils estiment qu'elles outrepassent les pouvoirs de la Commission européenne.

- Il a aussi souhaité que **Londres et Berlin établissent une liste des réglementations européennes qui pèsent sur l'activité des entreprises** et pourraient être, selon lui, aisément simplifiées ou supprimées.

- William Hague a notamment **dénoncé la taxe sur les transactions financières** adoptée à l'initiative de l'Allemagne et de la France, mais qui indispose profondément la City

## **Le sommet Russie-UE**

Organisés deux fois par an, les sommets UE-Russie sont l'occasion de dialoguer sur les nombreux points de tensions qui existent entre les deux partenaires

**Pour en savoir plus** Les dirigeants de l'Union européenne et le président russe Vladimir Poutine ont ouvert officiellement mardi dans l'Oural un sommet dominé par des points de friction comme la Syrie, les droits de l'homme et l'énergie.

**Aucune position commune n'a émergé** et Moscou réaffirme son opposition aux rebelles syriens, aidés par la décision de l'UE de lever l'embargo sur les armes

**Echange d'informations** Dernier **sujet de frictions** non résolu, une législation russe qui autorise les autorités à recueillir des données sur les passagers à bord d'un vol en provenance ou à destination de la Russie, ou qui traversent son espace aérien. Elle devrait entrer **en vigueur le 1er juillet**.

En l'absence d'accord, l'UE a demandé **un moratoire**. L'UE et le gouvernement russe devaient toutefois **régler la question des visas**, censées faciliter le déplacement de quelque 15 000 fonctionnaires du gouvernement russe vers les États membres de l'UE.

## **Le différend Paris Bruxelles**

**Quelques heures après la publication des recommandations économiques de la Commission européenne pour la France, mercredi 29 mai**, le président de la République a réagi vivement. **Bruxelles « n'a pas à nous dicter »** ce que nous avons à faire, a déclaré François Hollande.

**Pour en savoir plus** **Juridiquement faux** Le commissaire français **Michel Barnier a réagi**. « **Il n'y a pas de diktat** » de la Commission a-t-il déclaré au micro de France inter, jeudi 30 mai.

**Selon les textes européens, la Commission se borne à recommander une série de réformes aux Etats qui sont libres de les appliquer ou non.**

Cet exercice existe **depuis la création de la monnaie unique, en 1999**. Pendant des années, **ces annonces sont restées largement ignorées** par les Etats, qui refusaient tout effort de rapprochement de leurs politiques économiques. Elles ont pris de l'importance avec le renforcement de la discipline budgétaire décidé au plus fort du pic de la crise de la zone euro, à l'automne 2011. Les recommandations de la Commission sont **prévues par un règlement adopté en novembre 2011**

## PARLEMENT

**Cette semaine** Les députés européens interrogeront mardi **le commissaire croate Neven Mimica**, désigné à la **protection des consommateurs**, sur sa compétence générale et ses priorités. La commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures votera jeudi **un projet de loi sur la cybercriminalité** visant à incriminer les pirates informatiques en Europe. De mardi à jeudi, le Parlement européen organise **un séminaire pour les journalistes sur les événements du Printemps arabe**.

### **L'immunité parlementaire de Marine Le Pen menacée**

Des propos prononcés en décembre 2010 pourraient coûter cher à Marine Le Pen. La commission des affaires juridiques du Parlement européen a pris la décision, vendredi 31 mai, de lever l'immunité parlementaire de la présidente du Front national français, **Ce vote n'a cependant qu'une valeur de recommandation**, la décision finale devant être prise le 11 juin lors d'une session plénière du Parlement européen.

En 2010, celle-ci avait fait un parallèle entre les prières de rue des musulmans et l'Occupation allemande.

### **Les eurodéputés mécontents du candidat croate au poste de commissaire**

**Neven Mimica**, le candidat au poste de commissaire en charge de la protection des consommateurs, était confronté le 4 juin aux questions des membres de deux commissions du Parlement européen et les législateurs se sont montrés mécontents **des réponses « vagues »** données par le candidat

### **Les parlementaires fustigent la banalisation du « dumping social » en Europe**

Recrutés à moindre coût, les Européens de l'Est ou du Sud permettent aux industriels et exploitants agricoles de gagner en compétitivité. Des députés réclament une prise de position forte de la France pour encadrer ces pratiques parfois frauduleuses.

Il en va ainsi des ouvriers portugais de la place Jaude à Clermont-Ferrand, payés 2,86 euros de l'heure, des Bulgares et Roumains rémunérés entre 3 et 7 euros de l'heure dans les abattoirs allemands, ou encore des Polonais du site de l'EPR à Flamanville, dont les accidents de travail n'ont pas été déclarés.

### **Lutte contre la cybercriminalité: l'UE travaille sur des sanctions plus sévères**

12 milliards d'euros sont perdus chaque année à cause de la cybercriminalité. Parmi les boîtes aux lettres qui sont piratées, 42% appartiennent à des cadres de haut niveau, des dirigeants et des employés en recherche et développement. La commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures a adopté jeudi 6 juin une proposition de directive relative aux attaques visant les systèmes d'information. Nous avons rencontré la députée Monika Hohlmeier, en charge du dossier

## COMMISSION/CONSEILS

### La Commission poursuit Londres pour discrimination anti-immigrants

Pour Londres, les règles de Bruxelles pour décider du droit des immigrants de l'Union à obtenir certaines prestations sociales ne sont pas assez strictes.

**Pour en savoir plus** En annonçant jeudi dernier sa décision de poursuivre en justice le Royaume-Uni parce qu'il appliquerait des critères discriminants aux immigrants de l'Union pour décider s'ils ont droit ou non à certaines prestations sociales, **l'autorité européenne a mis le pied dans un terrain dangereux.**

**Le consensus est large outre-Manche contre cette attaque** de la Commission et Londres se prévaut du **soutien de l'Allemagne, des Pays-Bas et de l'Autriche contre le « tourisme aux allocations ».**

Plusieurs médecins du système national de santé (NHS) déclarent ainsi déjà que les cas de « **tourisme sanitaire** » pour profiter de sa gratuité se multiplient. La Commission européenne, qui a pris soin d'annoncer ses poursuites **contre Londres en même temps que celles contre Madrid** qui ne traite pas mieux les résidents britanniques.

### La Commission européenne a décidé à l'unanimité d'imposer des taxes provisoires sur l'importation des panneaux solaires chinois.

Le bras de fer est lancé. **Une décision prise malgré les réticences de plusieurs Etats membres menés par l'Allemagne**, et les craintes de représailles commerciales de Pékin. L'exécutif européen a opté pour des mesures graduelles. A partir du 6 juin, les taxes seront au taux de 11,8% et passeront à 47,6% en moyenne à partir du 6 août, si la Commission ne parvient pas à trouver un terrain d'entente avec Pékin.

**Pour en savoir plus** **François Hollande a demandé la tenue d'une réunion des Vingt-Sept** pour dégager une "**solidarité de point de vue**" des Européens. Une annonce rendue nécessaire après le lancement par Pékin d'une enquête antidumping sur les **vins européens**, en représailles.

Auparavant, Chine nouvelle avait menacé indiquant que **la décision "punitive" de l'UE** n'était "pas susceptible d'inciter à une réponse amicale de la Chine". Pire, elle risque de **faire "dérailler" les relations commerciales entre Pékin et le Vieux Continent**, a mis en garde l'agence de presse officielle.

La Chine ouvre **un deuxième front**. Pékin lorgnerait à présent l'industrie automobile.

Si la France était expressément visée dans le premier cas, les éventuelles sanctions douanières sur les véhicules haut de gamme concernent directement l'Allemagne.

**Vivement critiquée par la Chine**, la décision de la Commission a été qualifiée de "**grave erreur**" à **Berlin** par le ministre de l'économie allemand, Philipp Rösler."

## ETATS

26.02.2014

## **Allemagne**

### **Un recensement abaisse la population de 1,5 million de personnes**

Il s'agit du **premier recensement de l'Allemagne réunifiée**. L'estimation précédente, basée sur des recensements menés dans les années 1980 en Allemagne de l'Ouest et en Allemagne de l'Est, plaçait en effet la population outre-Rhin à 81,7 millions d'habitants. Le chiffre tout juste dévoilé par l'Agence fédérale de statistiques est donc inférieur de 1,8% au chiffre précédent.

Dans le détail, **l'Allemagne, pays le plus peuplé de l'Union européenne devant la France, compte sur les 81,7 millions de personnes résidant dans le pays** 6,2 millions d'étranger, ce qui représente tout de même 7,7% de la population totale

## **Autriche**

### **Les recommandations de Bruxelles**

La Commission européenne recommande à l'Autriche,

- De **progresser sur la voie de l'harmonisation de l'âge de la retraite pour les hommes et les femmes**

- De prendre de **nouvelles mesures pour renforcer la participation des femmes au marché du travail,**

- D'améliorer les niveaux de formation des jeunes issus des milieux défavorisés d'accélérer la restructuration des banques nationalisées.

### ***Fraude fiscale***

**L'Autriche fait un pas sur la voie de la transparence** et affirme son engagement dans la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales : lors du dernier Conseil européen, l'Autriche, comme le Luxembourg, a donné son accord à la **révision de la directive européenne Epargne**, qui **mettra fin au secret bancaire pour les non-résidents de l'Union européenne** à partir de la fin de l'année 2013.

Elle a également signé à l'image du Luxembourg et de Singapour, **la convention multilatérale de l'OCDE** sur l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, ouvrant la voie à l'échange automatique de données fiscales à l'avenir.

## **Espagne**

### **La Catalogne débarque à l'UNESCO**

La Catalogne aura ses représentants à l'Organisation des Nations unies **pour la culture, l'éducation et la science** dès ce mois de juin, "*sous la supervision espagnole*" après la signature, le 3 juin à Paris, d'un accord entre la directrice de l'UNESCO, Irina Bukova, et le président du gouvernement régional catalan, Artur Mas.

Selon cet accord, les représentants du gouvernement catalan, nommés avec l'accord du gouvernement central, pourront intervenir ponctuellement dans des secteurs comme l'éducation, la culture, les sciences sociales, les sciences naturelles et la communication

26.02.2014

A Bucarest, **Evenimentul Zilei** explique cependant, qu'il s'agit **pour Barcelone d'un petit pas de plus vers l'indépendance** même si "**la perspective d'une Catalogne indépendante ne suscite guère l'enthousiasme en Europe**" car plusieurs pays dont la Roumanie, la Belgique, Chypre, l'Italie, la Slovaquie et le Royaume-Uni redoutent que cela inspire leurs propres mouvements séparatistes.

## **Grèce**

### **Le redressement dépend aussi d'un regain du tourisme**

La Grèce parviendra à tenir ses objectifs de redressement économique, avec un retour prévu à la croissance l'an prochain, à condition que les touristes affluent cet été, a affirmé lundi le ministre grec des Finances **Yannis Stournaras**

### **Athènes veut utiliser des fonds européens pour parer au chômage**

La Grèce a adressé une lettre à la Commission européenne demandant d'utiliser des fonds des programmes européens pour parer au chômage, dont le taux est le plus élevé dans la zone euro, à 27%, a indiqué mercredi le ministère des Finances.

Cette lettre demande l'utilisation de **170 millions d'euros** du fonds européen du développement régional et de la BCE pour des programmes d'emploi", selon un communiqué ministériel.

## **Lettonie**

### **La Lettonie deviendra le 18e membre de la zone euro en 2014**

La Commission européenne donnera mercredi le feu vert à la Lettonie pour qu'elle devienne le 18e membre de la zone euro au début de l'année prochaine, ont déclaré des représentants de l'Union européenne lundi

## **Slovénie**

### **Ouverture du marché du travail repoussée de deux ans pour les Croates**

La Slovénie va mettre en place une période transitoire de deux ans avant d'ouvrir l'accès à son marché du travail aux Croates, après l'adhésion officielle de la Croatie à l'Union européenne au 1er juillet. Pour deux années, **les citoyens croates pourront travailler en Slovénie sous les mêmes conditions qui sont actuellement en vigueur**, à savoir celles pour des ressortissants d'un pays non-membre de l'UE. La loi va être adoptée, en raison de la situation économique difficile en Slovénie.

## **RELATIONS EXTERIEURES/ETATS HORS UE**

### **Un pro-européen aux rênes de la Moldavie**

La nomination du diplomate **Iurie Leanca** au poste de premier ministre moldave met fin à la crise politique dans cette ancienne république soviétique, qui voudrait rejoindre l'Union européenne.

### **Les manifestations en Turquie divisent la diaspora en Europe**

Des milliers de Turcs ont manifesté dans plusieurs villes européennes afin de protester contre la répression violente des manifestants à Istanbul et dans d'autres villes, ainsi que contre ce qu'ils perçoivent comme l'islamisation en cours

26.02.2014

de leur pays. Mais selon certains médias, les Turcs qui résident en dehors de leur pays considèrent que les manifestations sont inspirées de l'étranger.

## **L'Ukraine souhaite une ouverture des négociations pour intégrer l'UE**

L'Ukraine a réitéré son souhait que soit fixée une date d'ouverture des négociations pour une adhésion du pays au sein de l'Union européenne. En visite à Belgrade, le président ukrainien **Viktor Ianoukovitch** a pris pour modèle l'exemple de la Serbie dans ses relations avec l'Union "*dans le cadre de notre aspiration commune à un rapprochement avec l'UE*".

Le principal obstacle à un tel accord reste l'incarcération depuis 2011 de l'ancienne première ministre Ioulia Timochenko

## **ECONOMIE/FINANCE**

### **UBS France accusée d'avoir proposé à ses clients des comptes non déclarés en Suisse**

UBS a-t-elle activement démarché de riches Français pour leur proposer des dispositifs d'évasion fiscale ? Le soupçon pèse en tout cas officiellement sur la filiale française de la banque suisse. Elle a été mise en examen vendredi 31 mai pour complicité de démarchage illicite.

### **Le FMI abaisse sa prévision de croissance pour l'Allemagne**

Le Fonds monétaire international a abaissé, lundi 3 juin, sa prévision de croissance pour l'Allemagne en 2013 à **0,3 % du produit intérieur brut**, contre **0,6 % attendu** dans ses dernières prévisions d'avril, en raison des incertitudes économiques persistantes en zone euro qui pèsent sur la première économie européenne. Pour 2014, l'institution de Washington attend désormais une croissance "*marginale plus basse*", de l'ordre de 1,3 %, contre 1,5 % précédemment.

### **Sauvetage de la Grèce : le FMI pointe ses erreurs**

**Des échecs notables.** La confiance des marchés n'a pas été rétablie (...) et l'économie a été confrontée à une récession bien plus forte que prévu". Voici les révélations du rapport du FMI sur les conclusions du premier plan d'aide de 110 milliards d'euros accordés pour sauver la Grèce du naufrage économique en mai 2010. Publié mercredi 5 juin, **le rapport met en exergue les désaccords persistants entre les membres de la troïka** (FMI, Union européenne, Banque centrale européenne), des divergences remettant en cause l'efficacité du trio. Manque d'expérience, défaut de compétence, "**il n'y avait pas de division claire du travail**", indique le rapport.

**-La Commission européenne** ne se joint pas à l'exercice d'auto-critique

**-Le gouvernement portugais** estime que le document donnera plus de marge de manœuvre au pays lors de futures négociations avec la troïka

### **Les investisseurs étrangers moins tentés par l'Europe**

Entre 2011 et 2012, les implantations internationales dans les pays européens ont diminué de 2,8%. (étude cabinet de conseil Ernst & Young)

**Les trois pays de l'UE qui attirent le plus** d'Investissements Directs à l'Etranger sont, dans l'ordre, **le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France**. La



26.02.2014

presse française se penche sur le cas hexagonal, qui enregistre "un recul de 13% des implantations internationales en 2013", et même de 20% en ce qui concerne les emplois apportés directement par ces IDE

## ENVIRONNEMENT/ENERGIE

### INONDATIONS EN EUROPE CENTRALE : Une véritable catastrophe pour la région

"*Le Nord coule*" titrait *Hospodářské noviny*, au quatrième jour des inondations qui frappent la Bohême.

**A Prague**, l'arrivée de **la deuxième crue du siècle en onze ans** est une véritable catastrophe pour la région, qui subit déjà un taux de chômage élevé, où les industries sont menacées, la situation sociale tendue, et où les administrations sont endettées.

**En Autriche**, la crue du Danube fait des ravages en, et notamment à Salzbourg, dans le Tyrol et dans le Vorarlberg. *Die Presse* rappelle que "400 000 bâtiments en Autriche ont été construits dans des zones à risque de crue, de coulée de boue ou d'avalanche, dont 150 000 en "zone rouge", où le risque est permanent". Le journal ajoute par ailleurs que certains Länder comptent désormais établir des règles [de construction] plus strictes.

## SOCIAL/PRACTIQUE

### L'Europe est menacée par un fort risque de troubles sociaux selon l'Organisation internationale du travail

L'Union européenne est la région du monde où la situation sociale est potentiellement la plus instable, estime (OIT) qui juge que l'écart entre riches et pauvres va s'accroître globalement.

Dans son rapport annuel sur le travail dans le monde, publié lundi, l'OIT note que les troubles sociaux, grèves, arrêts de travail et manifestations se sont multipliés depuis le début de la crise financière et économique en 2008.

**Ce risque n'est pas uniformément réparti dans l'Union européenne** puisqu'il n'a pas augmenté dans au moins sept pays membres. **Les Etats les plus vulnérables sont Chypre, l'Espagne, la Grèce, l'Italie, le Portugal, la République tchèque et la Slovaquie.** En revanche, le risque a décliné en Allemagne, Belgique, Finlande, Slovaquie et Suède depuis 2010.

L'OIT estime que le risque de troubles sociaux est "probablement dû aux réponses politiques à l'actuelle crise de la dette souveraine et à leur impact sur la vie des gens".

### Sécurité routière : les Européens pris en infraction en France devront payer

Conduite en état d'ébriété, feux rouges grillés... 7 types d'infractions sont concernés. Actuellement, seuls les Belges, les Luxembourgeois et les Suisses, pouvaient être rattrapés.

**D'ici au 7 novembre**, la plupart de ses ressortissants ne pourront plus passer à l'étranger en cas d'infraction routière commise sur le réseau d'un Etat membre autre que le leur. Ce devrait être le cas dès cet été en France. Dans un peu plus d'une

26.02.2014

semaine, la France sera en effet en règle avec la directive européenne de 2011 qui prévoit l'échange entre pays de l'Union de données relatives aux véhicules et à leurs propriétaires. Adopté fin mai par le Sénat, le projet de loi qui transpose ce texte communautaire sera examiné le 12 juin par les parlementaires réunis en commission mixte paritaire

## **PRESSE EUROPEENNE**

### **ZONE EURO :Merkollande prend les commandes**

*Les Echos, Le Monde, Handelsblatt, Frankfurter Allgemeine Zeitung*

*La chancelière et le président souhaitent instaurer un gouvernement de la zone euro. Une idée qui pourrait changer la structure de l'UE, estime la presse de leurs deux pays. A condition que leur entente soit durable.*

*Angela Merkel et François Hollande réconciliés. La "contribution franco-allemande" annoncée le 30 mai marque une adhésion de la chancelière allemande aux propositions du président français sur la gouvernance de la zone euro.*

#### **Les Echos**

*C'est la première fois qu'Angela Merkel adopte aussi clairement l'approche française d'une nécessaire coopération des politiques pour mieux faire converger les économies.*

#### **Le Monde**

*L'eurozone va se doter d'un président à plein temps. Il sera chargé de coordonner les politiques budgétaires et sociales des 17 membres de l'union monétaire européenne. C'est un pas de plus dans l'intégration de la zone euro. Elle se dote de cette "deuxième jambe", chère à Jacques Delors. Chacun y va avec quelques arrière-pensées. Pour l'Allemagne, cette évolution doit favoriser les réformes de structures destinées à rétablir la compétitivité de l'Europe. Pour la France, le gouvernement économique doit contrebalancer le poids de la Banque centrale européenne (BCE).*

*En Allemagne, les réactions de la presse sont mitigées.*

**Le Spiegel Online** constate que **le président français se met à "cajoler" la chancelière allemande**. Le site de l'hebdomadaire reste cependant sceptique sur la réalité de ce "tournant", même si Hollande fait "des efforts pour mettre en place une entente franco-allemande".

**Pour Handelsblatt**, le souhait d'Angela Merkel et de François Hollande de mettre en place un président à plein temps et un budget indépendant pour la zone euro donne l'impression d'"une sécession secrète de la zone euro par rapport à l'UE":

**Le plus grand scoop est la mise en place d'une commission propre à la zone euro au sein du Parlement européen**, qui serait en charge du contrôle démocratique des nouvelles structures de l'union monétaire. Dans l'ensemble, la zone euro fait un énorme pas pour couper le cordon avec l'UE. **Le Premier ministre britannique David Cameron qui essayait d'éviter une telle évolution de toutes ses forces, a probablement vécu ce jeudi comme un jeudi noir.**

**La Frankfurter Allgemeine Zeitung** estime quant à elle que François Hollande est depuis trop longtemps devenu le "maître de la duplicité" :  
Sur la scène européenne, il jure sa volonté de réformer et son sérieux budgétaire mais une fois chez lui, il ne tolère pas les conseils de la part de la Commission européenne. A long terme, cela ne marchera pas. L'offensive européenne d'Hollande ne sera couronnée de succès que lorsqu'il s'avèrera un partenaire fiable.

## **Les grands pays européens résistent au diktat de Bruxelles**

### **El País**

Les principaux pays de la zone euro ignorent les recommandations de Bruxelles, alors que la France et l'Allemagne s'opposent ouvertement à la Commission, note **El País**.

"La crise sape l'influence de l'équipe [du président de la Commission, José Manuel] Durão Barroso", note ainsi le quotidien pour qui "la Commission européenne, engagée dans un bras de fer avec l'Allemagne, traverse une crise de de crédibilité".

Malgré le renforcement du pouvoir de l'exécutif européen ces dernières années, ses recommandations et mesures réclamées aux pays ne sont suivies que "lorsque les marchés le demandaient ou dans le cadre d'un programme de sauvetage",

## **L'accord européen met les lois environnementales sous pression**

### **De Volkskrant**

Les accords de libre-échange que l'UE négocie avec le Canada et s'apprête à ouvrir avec les Etats-Unis „peuvent avoir des conséquences importantes pour les lois environnementales en vigueur dans l'UE", prévient **De Volkskrant**.

Le quotidien explique que ces accords permettront aux investisseurs étrangers de demander des compensations financières s'ils estiment que ces lois entravent leurs entreprises.

Des députés européens et des organisations environnementales craignent que des entreprises ne fassent pression sur les pays membres de l'UE. "Pour éviter des demandes de dommages et intérêts, les pays membres pourraient être amenés à assouplir leurs lois", explique le journal.

## **FINANCE : "Bruxelles devrait retirer à Londres la supervision du Libor**

### **Financial Times**

La supervision du taux de prêt interbancaire du Libor sera retirée à la City de Londres et transférée à Paris dans le cadre d'un nouveau plan actuellement élaboré par la Commission Européenne.

Le projet, qui devrait être publié cet été, transmettrait la régulation de certaines de niveaux de prix influents dont le pétrole et l'or à l'ESMA, l'Autorité européenne des marchés financiers, basée en France. **Selon le Financial Times**,

La décision de retirer à Londres la supervision du Libor devrait probablement mettre en colère George Osborne, le ministre des finances britannique, qui a déjà mené un examen approfondi pour tenter de restaurer la confiance envers le taux de référence du marché monétaire.

26.02.2014

*Le Libor- le taux interbancaire observé à Londres- évalue le niveau moyen des taux d'intérêts proposés aux banques empruntant de l'argent, mais fait actuellement l'objet d'une enquête après des accusations de manipulation.*

*\*Le **Libor** est une série de taux de référence du marché monétaire de différentes devises.*

### **GUERRE COMMERCIALE UE-CHINE :Européens, cédez sinon...**

#### **CHINA DAILY PÉKIN**

*En réponse à la taxe sur les produits chinois, annoncée par la Commission européenne, Pékin a décidé de lancer une enquête sur les importations de vin européen. Et si les Vingt-Sept ne comprennent pas le message, d'autres mesures de rétorsion suivront, prévient le quotidien officiel chinois.*

**<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/3852311-europeens-cedez-sinon>**

*Merci de bien vouloir signaler toute erreur d'envoi ou demande de désabonnement, par mail, à : **[jp.villaescusa@assemblee-afe.fr](mailto:jp.villaescusa@assemblee-afe.fr)***